



# Bilan de l'ACTIVITÉ du DLA en 2013



Qu'est-ce que le DLA ? .....	3
L'ACTIVITE DU DISPOSITIF DLA .....	4
1. Introduction .....	4
2. Les structures porteuses des DLA départementaux .....	4
3. Les structures porteuses des DLA régionaux .....	5
4. Les structures accompagnées par le DLA .....	5
5. Répartition des structures accompagnées par région .....	6
6. L'emploi dans les structures accompagnées .....	7
7. L'offre de service du DLA .....	8
8. La mesure d'impact .....	9
9. Caractéristiques des structures bénéficiaires d'ingénieries .....	10
a) Zoom sur l'Insertion par l'Activité Economique .....	10
10. Les principaux secteurs d'activité des structures bénéficiaires d'ingénieries .....	11
11. Actions d'ingénieries financées par les DLA .....	13
a) Thématiques des ingénieries.....	13
b) Les dépenses d'ingénieries .....	14
12. Les prestataires mobilisés .....	15
Le financement des 106 DLA départementaux et des 19 DLA régionaux (ex C2RA) .....	16
1. Part des financeurs dans le budget des DLA départementaux et régionaux, cofinancements inclus .....	16
2. Budget annuel conventionné des 106 DLA Départementaux, cofinancements inclus.....	17
3. Partenariat financier des DLA départementaux .....	18
4. Participation des financeurs dans les budgets des DLA départementaux .....	19
5. Les DLA départementaux cofinancés par les collectivités territoriales .....	20
6. Contribution des collectivités territoriales au budget des DLA départementaux.....	21
7. Partenariat financier des DLA Régionaux (ex - C2RA) .....	22
8. Partenariat financier des Centres de Ressources DLA (ex - CNAR) .....	23
Annexes.....	24
1. Introduction .....	24
2. Les types d'emplois .....	24
3. Les types de contrats .....	27
4. Zoom sur les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) .....	28
5. Les bénévoles.....	29

## QU'EST-CE QUE LE DLA ?

**Le Dispositif local d'accompagnement (DLA) vise à accompagner des structures qui développent des activités et services d'utilité sociale créateurs d'emplois, dans leur démarche de consolidation économique et de développement.**

Ce dispositif permet à une structure (associations, coopératives et structures de l'insertion par l'activité économique, coopératives à finalité sociale) de bénéficier d'un diagnostic partagé de sa situation, de sa capacité de consolidation économique et de ses besoins d'appui.

Ce diagnostic peut être suivi d'un accompagnement, financé pour tout ou partie par le DLA. L'accompagnement peut être individuel (s'adressant à une seule structure) ou collectif (même thématique abordée avec plusieurs structures).

L'Etat et la Caisse des Dépôts, avec l'appui des collectivités locales et du Fonds social européen (FSE), ont mis en place le Dispositif local d'accompagnement (DLA) en 2003, son animation est assurée par l'Avise depuis sa création.

Depuis 2007, le Mouvement associatif, organisme de représentation des associations en France, est associé au pilotage du dispositif. Il y représente la voix des bénéficiaires.

Ce dispositif constitue une politique publique structurante d'accompagnement des associations employeuses, comme le démontrent les études d'évaluation de son impact<sup>1</sup> réalisées chaque année.

### LE DLA EN CHIFFRES

Depuis sa mise en place sur le territoire national en 2003, **46 000** structures d'utilité sociale, représentant **560 000** emplois consolidés, **ont bénéficié de l'action du dispositif DLA.**

Environ **7 000** structures sont accompagnées chaque année.

Entre 2010 et 2012 :

- progression globale des emplois : **+2,37% par an**
- le taux d'occupation des salariés (temps de travail) progresse dans **47%** des structures,
- volume d'emploi (ETP) : **+3,2%** par an.

<sup>1</sup> Etude d'impact DLA 2013 – Avise, Mouvement associatif, Centre de ressources DLA Financement – téléchargeable sur [www.avise.org](http://www.avise.org)

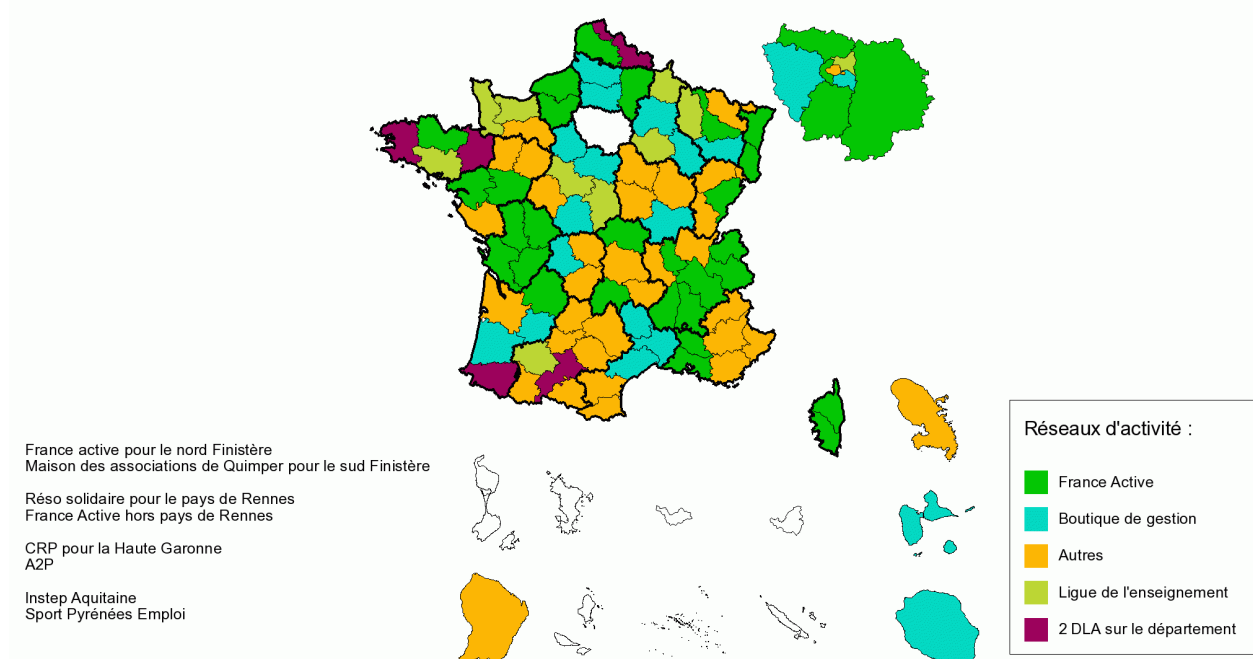
# L'ACTIVITE DU DISPOSITIF DLA

## 1. Introduction

Ce bilan a été réalisé à partir des données renseignées dans Enée, l'extranet du dispositif, pour l'année 2013. Il se concentre sur l'activité des 106 DLA départementaux.

## 2. Les structures porteuses des DLA départementaux

Typologie des structures porteuses de DLA départementaux en 2013



**En 2013, 30% des DLA départementaux étaient portés par des Fonds Territoriaux France Active, 15% par le réseau BGE, 10% par les têtes de réseau Ligue de l'Enseignement ou Fédérations des Œuvres Laïques (FOL).**

On trouve également des Comités de Bassin d'Emploi (CBE), des associations d'appui à la vie associative, des Comités d'Expansion, des Plateformes d'Initiative Locale (PFIL), etc.

### 3. Les structures porteuses des DLA régionaux

12 des 19 DLA régionaux (ex - C2RA) sont portés par des Chambres Régionales d'Economie Sociale et Solidaire (CRESS), 2 par des Mouvements associatifs régionaux (ex – CPCA), 2 par le réseau BGE et 3 par d'autres structures régionales : le PLUS (Lorraine), l'Atelier (Ile de France) et ATIS (Aquitaine).

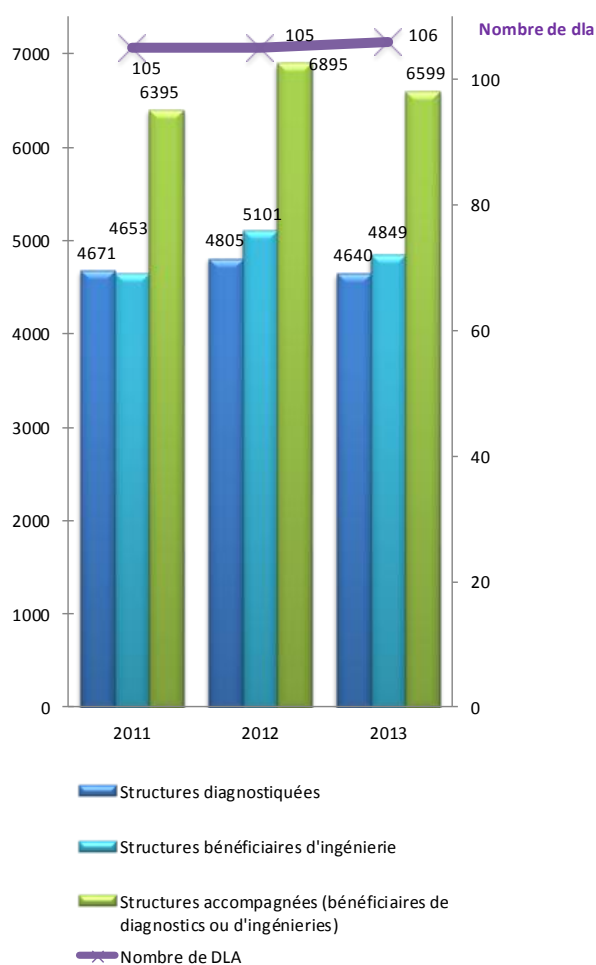
### 4. Les structures accompagnées par le DLA

L'activité du DLA s'exprime en nombre de structures accompagnées, c'est-à-dire ayant bénéficié de diagnostics et/ou d'ingénieries<sup>2</sup>.

Les **106** structures porteuses de **DLA départementaux** ont apporté en 2013 un appui à **6 599 structures** dont plus de 73% (4 849) ont bénéficié d'au moins une ingénierie individuelle ou collective.

Les DLA ont accueilli **3 514** nouvelles structures.

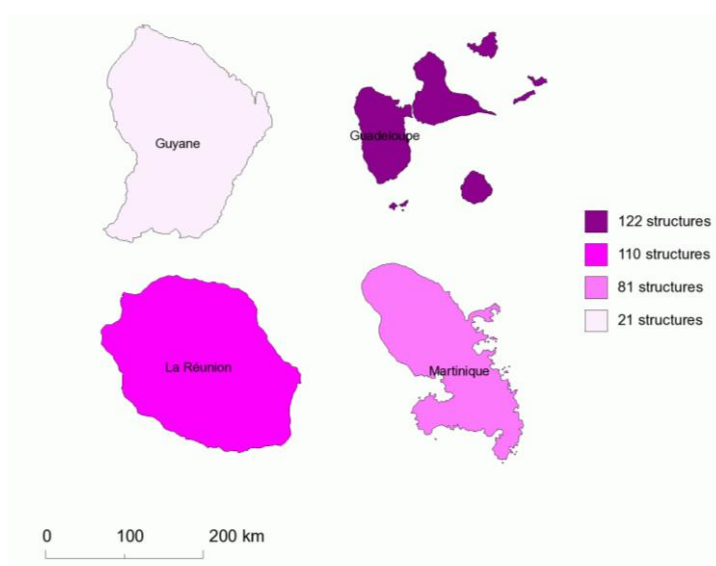
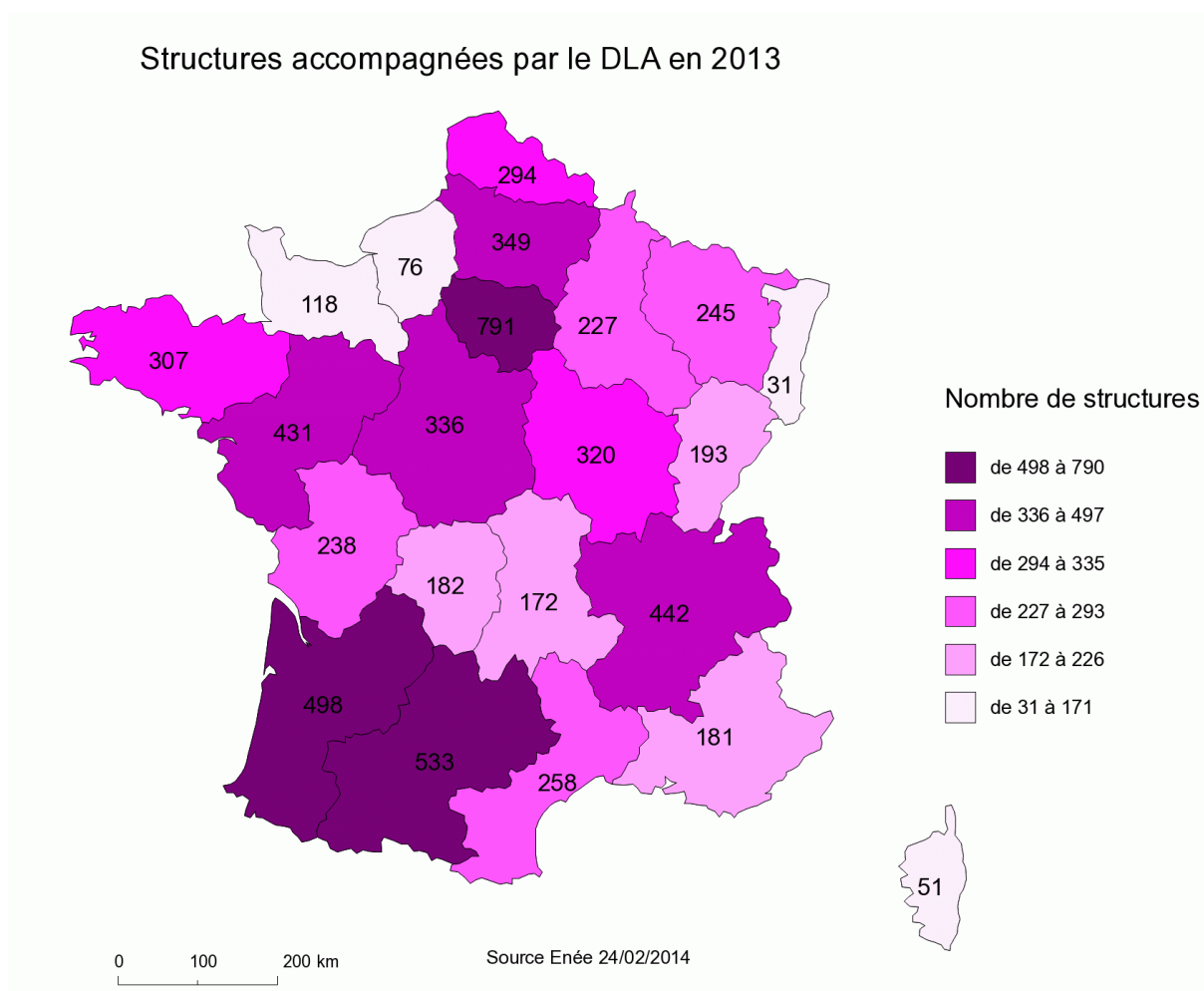
L'année 2013 marque un léger recul par rapport à 2012 mais l'activité reste supérieure à celle de 2011.



A noter : le nombre de structures accompagnées ne peut être cumulé à partir des données annuelles ci-dessus, les mêmes structures pouvant bénéficier de DLA d'une année sur l'autre.

<sup>2</sup> Voir ci-après « L'offre de service du DLA »

## 5. Répartition des structures accompagnées par région

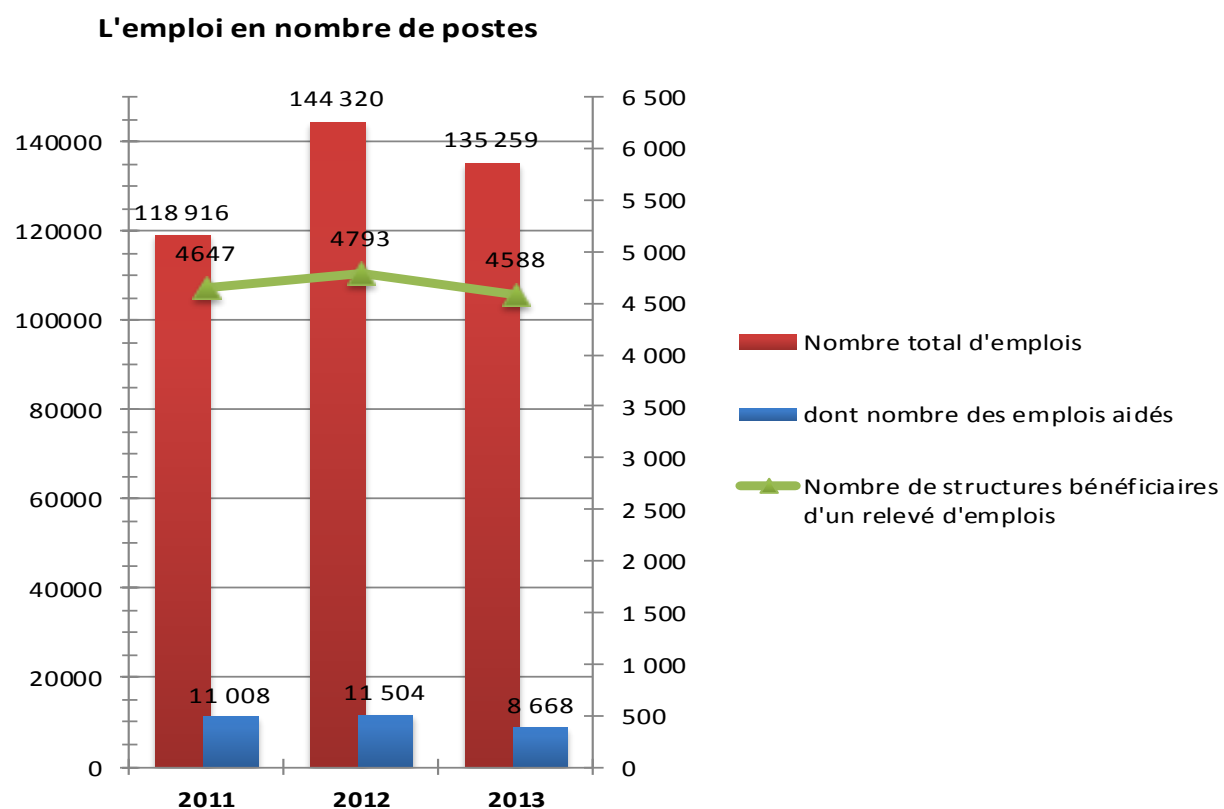


A noter : Les données pour les Dom sont indiquées à l'échelle départementale et non régionale comme celles affichées sur la carte de métropole.

## 6. L'emploi dans les structures accompagnées

En 2013, les DLA ont recueilli le nombre d'emplois auprès de 69% de structures accompagnées. A travers celles-ci, on peut observer que l'activité des DLA a concerné plus de **135 000** emplois, répartis comme suit :

- 44,7% de CDI (46% en 2012)
- 55,3% de CDD (54% en 2012)
- 6,4% d'emplois aidés (8% en 2012).



## 7. L'offre de service du DLA

L'accompagnement proposé par les DLA se décline en différentes actions :

- Les chargés de mission DLA accueillent chaque année de nouvelles structures (3 514 en 2013).
- Ils réalisent un diagnostic et élaborent le plan d'accompagnement des structures, ils sélectionnent ensuite des prestataires pour la réalisation de missions de conseil ou redirigent vers d'autres acteurs de l'accompagnement.
- A l'issue de l'accompagnement, ils réalisent un suivi post-accompagnement et, pour un échantillon de structures, une mesure de l'impact de l'accompagnement (583 en 2013, soit 25% des bénéficiaires d'une ingénierie individuelle).

Ces actions sont financées par le budget « offre de service interne » du DLA, qui s'élève en 2013 à presque **10 M€**, soit 42% du budget total du dispositif.

Nombre d'actions financées par l'offre de service interne	2011	2012	2013
Structures nouvellement accueillies	3333	3570	3514
Structures diagnostiquées au cours de l'année	4671	4805	4640
- via un diagnostic de pré-accompagnement	3136	3249	3095
- via un suivi post-accompagnement	1798	1825	1819
Structures concernées par la mesure d'impact	440	548	583
<b>Budget « offre de service interne » conventionné</b>	<b>8 944 994 €</b>	<b>9 431 417 €</b>	<b>9 982 843 €</b>

Les missions de conseil, réalisées par des prestataires et dont bénéficient les structures accompagnées par le DLA sont des actions d'ingénieries. Elles sont financées par le budget « fonds d'ingénieries », qui s'élève en 2013 à **13,7M€** soit 58% du budget total.

Nombre d'actions financées par le fonds d'ingénierie	2011	2012	2013
Structures bénéficiaires d'une ingénierie	4653	5101	4849
Nombre d'ingénieries commandées	3038	3255	3298
Montant des prestations engagées	11 510 194 €	12 427 346 €	12 048 564 €
<b>Fonds d'ingénierie conventionné</b>	<b>13 625 029 €</b>	<b>14 229 147 €</b>	<b>13 722 717 €</b>
Nombre de DLA	105	105	106

Les budgets conventionnés correspondent aux montants inscrits dans les conventions DLA (prévisionnel). Le montant des prestations engagées correspond aux « dépenses » enregistrées sur l'extranet Enée. L'écart entre les deux montants peut s'expliquer :

- d'une part en raison de dépenses non encore enregistrées sur Enée
- d'autre part, en raison de dépenses inférieures au prévisionnel.

A noter : tous les diagnostics réalisés par les chargés de mission DLA ne donnent pas lieu à une ingénierie ; le diagnostic peut à lui seul apporter les solutions appropriées à la structure concernée.

Le suivi post-accompagnement n'est pas réalisé systématiquement pour toutes les structures accompagnées.

Les différentes actions comptabilisées ci-dessus ne sont pas cumulables : une même structure pouvant bénéficier de plusieurs types d'action au cours de l'année.



## 8. La mesure d'impact

Une enquête<sup>3</sup> menée en 2013 auprès d'un **échantillon de 583 structures** accompagnées par le DLA a mesuré la capacité de l'intervention DLA à consolider économiquement les structures et à pérenniser leurs emplois.

Entre la situation lors du diagnostic DLA réalisé 2011 et la situation deux ans après, des changements significatifs sont observés : consolidation générale de la structure et augmentation et meilleure qualité des emplois.

Les résultats de l'enquête confirment ainsi que dans un contexte tendu et une dégradation générale de l'emploi salarié dans les associations, l'accompagnement DLA joue un rôle significatif dans la consolidation des activités, des emplois ainsi que dans la professionnalisation des structures.

Type de structures	Principaux secteurs représentés	Caractéristiques	Besoins d'accompagnement	Impacts du DLA
<b>Mono-employeuses</b> 17% <sup>3</sup>	Culture Sport Famille, enfance, jeunesse	Très peu de financements publics, très utilisatrices de contrats aidés Modèle économique viable	Comptabilité / gestion Fonctionnement général (formalisation du projet)	Professionnalisation Amélioration du fonctionnement général Fiabilisation des documents comptables et plus grande utilisation des outils de gestion <b>→ 76% ont augmenté ou consolidé leurs emplois</b>
<b>Très petites</b> (1 à 4 ETP) 23%	Famille, enfance, jeunesse Sport Solidarité internationale	Les instances fonctionnement correctement Recours assez fort aux emplois aidés pour la moitié d'entre elles	Gestion, consolidation du modèle économique et de leur assise financière	Amélioration du fonctionnement Plus grande utilisation des outils de gestion Augmentation de l'activité pour la majorité des structures, mais le modèle économique reste fragile <b>→ Plus de la moitié (51%) a augmenté son nombre d'emploi et 19% ont pu les consolider</b>
<b>Petites</b> (2 à 9 ETP) 14%	Insertion Famille, enfance, jeunesse	Forte dépendance aux emplois aidés Projet pas ou peu formalisé Modèle économique très fragile	Fiabilité des outils de gestion Formalisation du projet Analyse du modèle économique et financier	Amélioration du fonctionnement général Meilleure utilisation et plus grande fiabilité des outils de gestion Amélioration du modèle économique : près de la moitié a une rentabilité d'exploitation positive <b>→ 50% ont augmenté ou consolidé son nombre d'emplois</b>
<b>Moyennes</b> (5 à 20 ETP) 29%	Insertion Famille, enfance, jeunesse Culture Éducation Services à la personne Environnement	Un faible taux d'emplois aidés Bon fonctionnement des instances Gestionnaires et outils de gestion plutôt de qualité Assise financière insuffisante	Organisation interne et RH Prévention des risques et développement de nouvelles opportunités pour faire face aux mutations du secteur	Amélioration du fonctionnement général et des outils de gestion Augmentation de l'activité qui s'accompagne d'une consolidation du modèle économique pour ¼ d'entre elles <b>→ Plus de la moitié (56%) a augmenté son nombre d'ETP et 7% ont pu le consolider</b>
<b>Grosses</b> (+ de 20 ETP) 17%	Insertion Services à la personne	Part importante d'emplois à temps partiel Nombreux financeurs publics Très gestionnaires Modèle économique fragile	Appui au renforcement de l'assise financière	Amélioration des outils de gestion et du fonctionnement général Augmentation de l'activité pour une partie d'entre elles (66%) <b>→ Plus de la moitié (57%) a augmenté son nombre d'ETP et 3% a pu consolider ses emplois</b>

<sup>3</sup> Enquête menée dans le cadre de l'étude « Mesure d'impacts du DLA 2013 » (novembre 2013), réalisée par l'Avise en partenariat avec le Centre de ressources DLA Financement.

Échantillon : Structures accompagnées en 2011 et début 2012 puis analysées en 2013. 97% d'entre elles sont des associations et 19% des structures d'insertion par l'activité économique. Elles emploient 18 956 salariés

## 9. Caractéristiques des structures bénéficiaires d'ingénieries

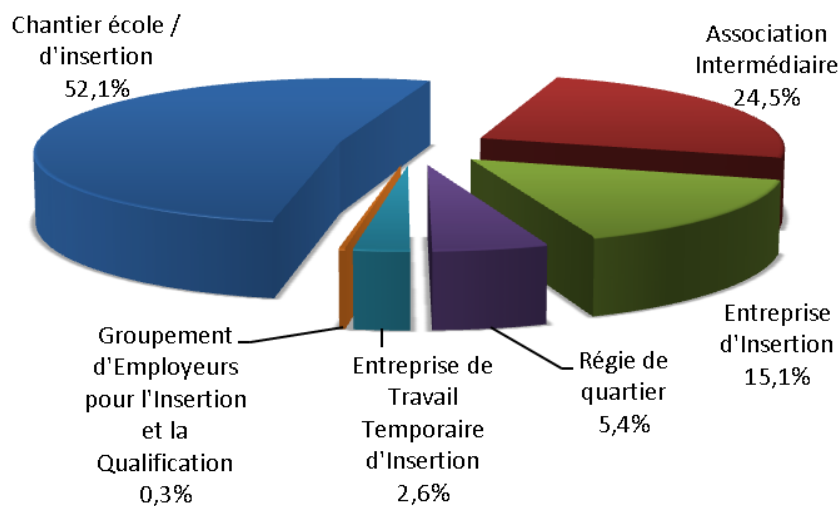
En 2013, les **associations** représentent toujours la majorité **des structures bénéficiaires : plus de 96%**.

Types de structures bénéficiaires d'ingénieries	2011	2012	2013	% en 2013
Association	4 450	4 896	4 687	96,66%
Autre	58	50	43	0,89%
Etablissement public	19	45	15	0,31%
GIE/GCS	3	4	8	0,16%
Mutuelle	1	4	0	0,00%
Statut commercial	45	53	49	1,01%
Structure coopérative	31	24	42	0,87%
Non renseigné	46	25	5	0,10%
<b>Total</b>	<b>4 653</b>	<b>5 101</b>	<b>4 849</b>	<b>100,00%</b>

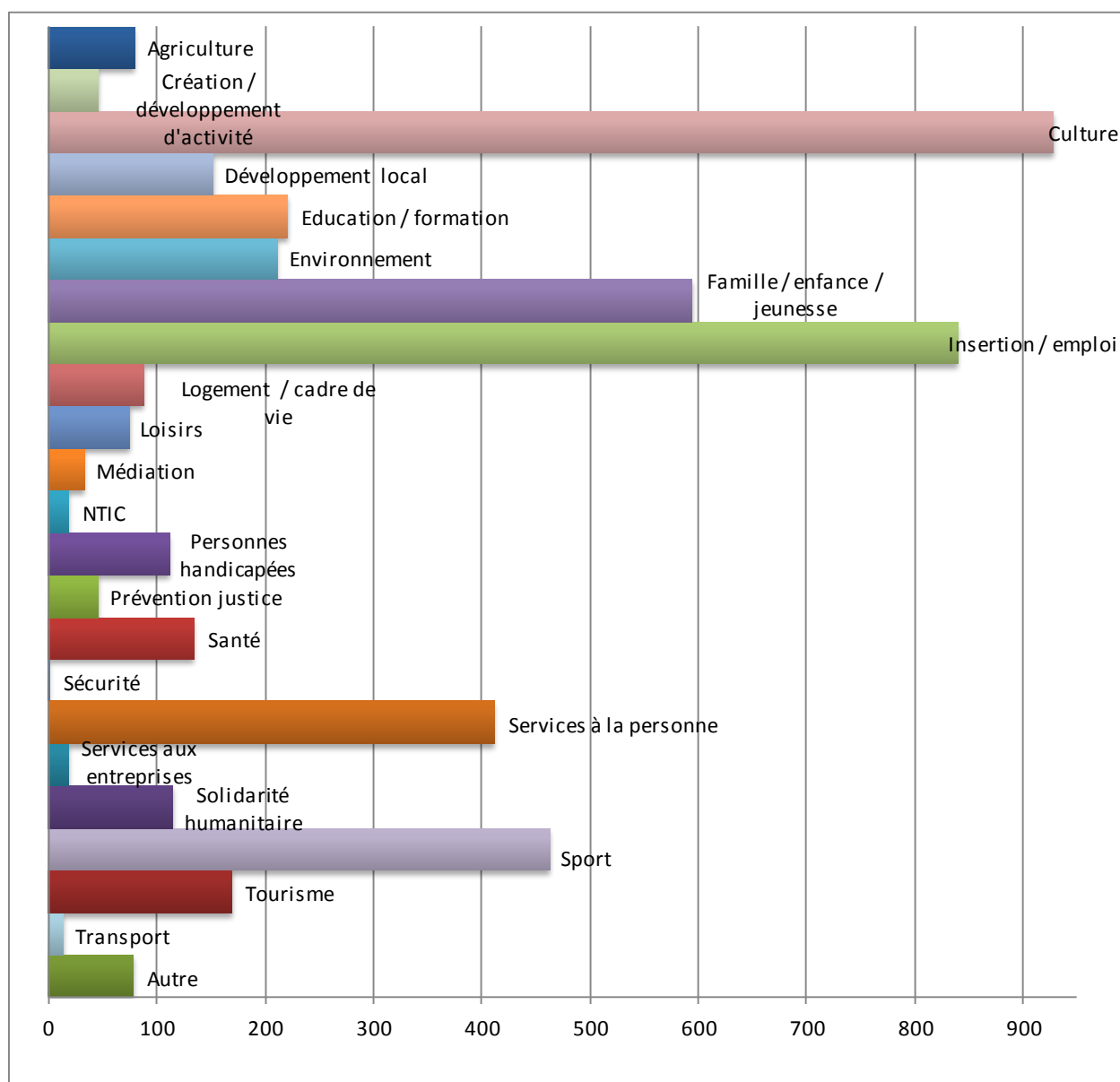
### a) Zoom sur l'Insertion par l'Activité Economique

Parmi ces 96%, plus de 14% des bénéficiaires (687) sont des structures d'insertion par l'activité économique, majoritairement sous statut associatif.

#### Les SIAE bénéficiaires de DLA



## 10. Les principaux secteurs d'activité des structures bénéficiaires d'ingénieries



A noter : dans Enée, l'agrément IAE permet de dénombrer précisément les SIAE, toutes n'ont pas le secteur « insertion / emploi » comme secteur n°1 (le seul utilisé dans ce bilan) il peut avoir été renseigné comme secteur n°2 ou 3, ce qui explique que les SIAE représentent 14% des bénéficiaires tandis que l'insertion / emploi ne représente que 17% des bénéficiaires.

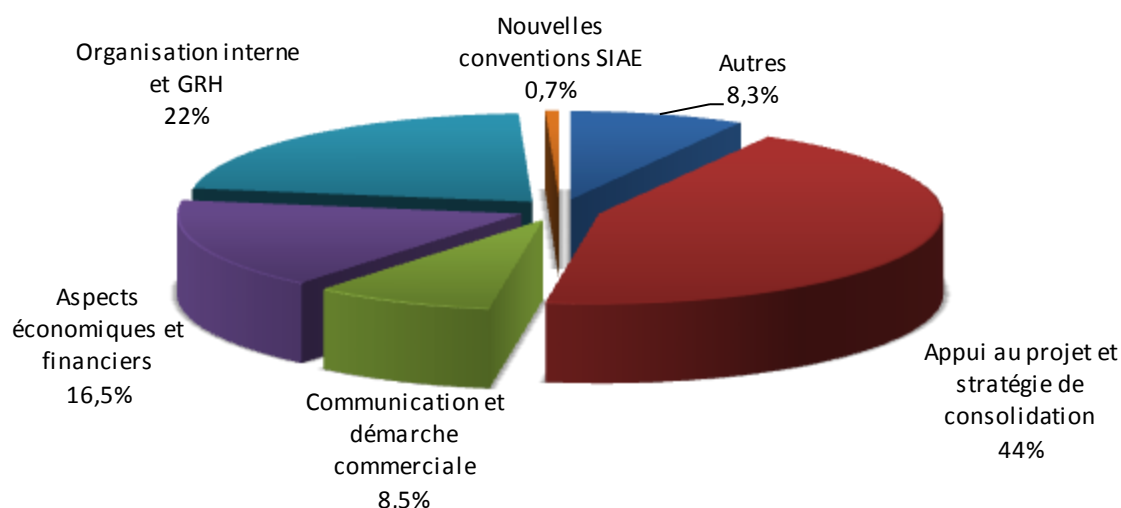
Répartition sectorielle des structures bénéficiaires d'ingénieries	2011	2012	2013	évolution 2012-2013
Culture	830	817	929	13,71%
Insertion / emploi	819	906	840	-7,28%
Famille / enfance / jeunesse	590	799	595	-25,53%
Sport	398	457	463	1,31%
Services à la personne	417	495	412	-16,77%
Education / formation	234	221	221	0,00%
Environnement	173	251	211	-15,94%
Tourisme	127	134	170	26,87%
Développement local	121	116	152	31,03%
Santé	164	138	134	-2,90%
Solidarité humanitaire	122	132	114	-13,64%
Personnes handicapées	98	99	111	12,12%
Logement / cadre de vie	94	103	88	-14,56%
Agriculture	83	92	80	-13,04%
Autre	98	75	78	4,00%
Loisirs	90	87	75	-13,79%
Prévention justice	51	53	46	-13,21%
Création / développement d'activité	47	41	45	9,76%
Médiation	40	49	33	-32,65%
NTIC	16	13	19	46,15%
Services aux entreprises	25	15	19	26,67%
Transport	14	7	13	85,71%
Sécurité	2	1	1	0,00%
	<b>4 653</b>	<b>5 101</b>	<b>4 849</b>	

La culture est le secteur le plus accompagné en 2013 représentant plus de 19% des structures bénéficiaires, l'**Insertion / Emploi** passe cette année en 2<sup>e</sup> position mais représente toujours un peu plus de 17% des structures bénéficiaires devant **Famille / enfance / jeunesse** qui compte un peu plus de 12% des structures bénéficiaires (18% pour l'Insertion, 16% pour la Culture et 15,7% pour Famille / enfance / jeunesse en 2012).

Arrivent ensuite le **sport** avec 9,5% (9% en 2012) et les **Services à la personne** avec 8,5% (9,7% en 2012).

## 11. Actions d'ingénieries financées par les DLA

### a) Thématiques des ingénieries



Thématiques des ingénieries en nombre de prestations		2012		2013	
Appui au projet et stratégie de consolidation	Stratégie de consolidation	596	17,70%	594	17,64%
	Projet de la structure	659	19,57%	621	18,44%
	Evolution de l'activité	205	6,09%	219	6,50%
	Changement de statut	19	0,56%	29	0,86%
	Evaluation de l'utilité sociale	22	0,65%	26	0,77%
Communication et démarche commerciale	Communication / NTIC	179	5,32%	189	5,61%
	Commercial / étude de marché	106	3,15%	97	2,88%
Aspects économiques et financiers	Gestion financière	299	8,88%	266	7,90%
	Recherche de financement	153	4,54%	176	5,23%
	Comptabilité	94	2,79%	75	2,23%
	Fiscalité	45	1,34%	38	1,13%
Organisation interne et GRH	Organisation interne	375	11,14%	440	13,07%
	Management / RH	296	8,79%	297	8,82%
Autres	Mutualisation	143	4,25%	158	4,69%
	Autres	130	3,86%	120	3,56%
	Nouvelles conventions SIAE	2	0,06%	22	0,65%

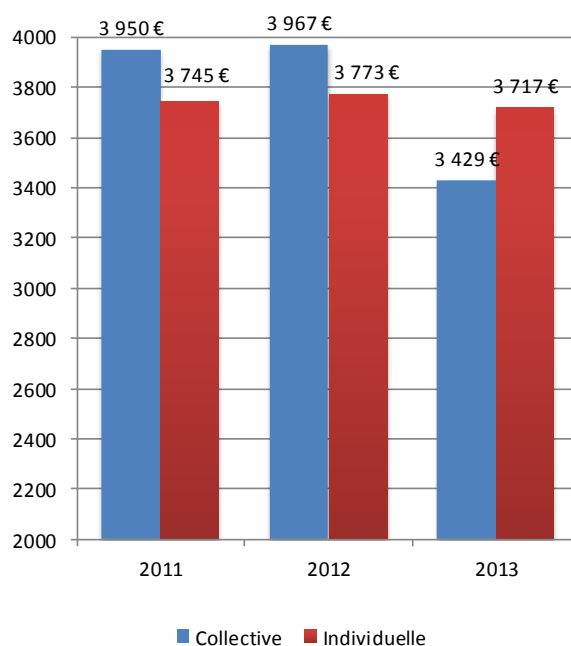
44% des accompagnements ont porté sur l'appui au projet et à la stratégie de consolidation de la structure : il s'agit cette année encore de la thématique d'accompagnement la plus fréquente (45% en 2012).

Les ingénieries traitant des questions d'organisation interne continuent d'augmenter, passant de moins de 20% en 2011 à 22% en 2013.

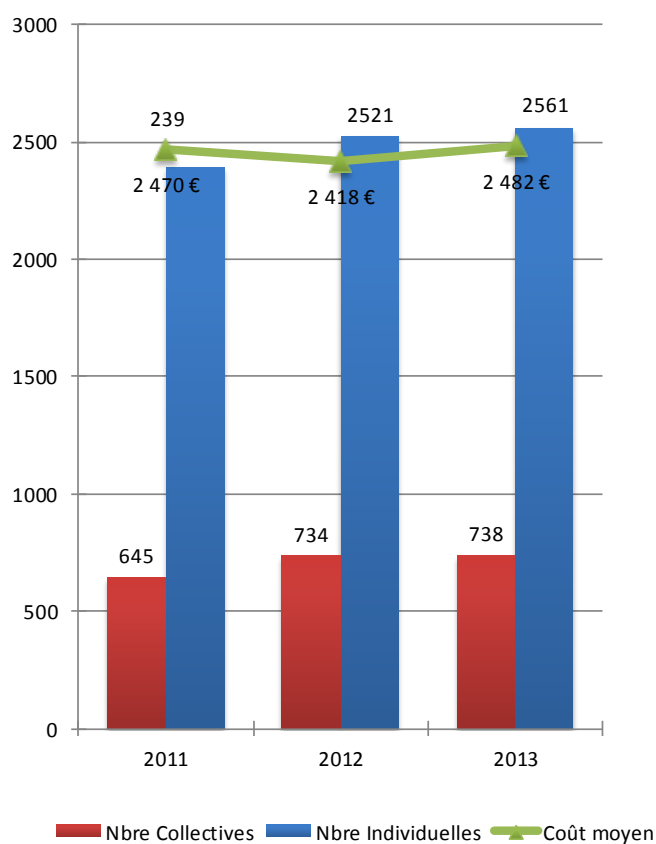
Les thématiques financières et économiques reviennent à leur niveau de 2011, soit autour de 16,5%.

## b) Les dépenses d'ingénieries

### Coût annuel moyen d'une ingénierie



### Dépense moyenne d'ingénierie par structure

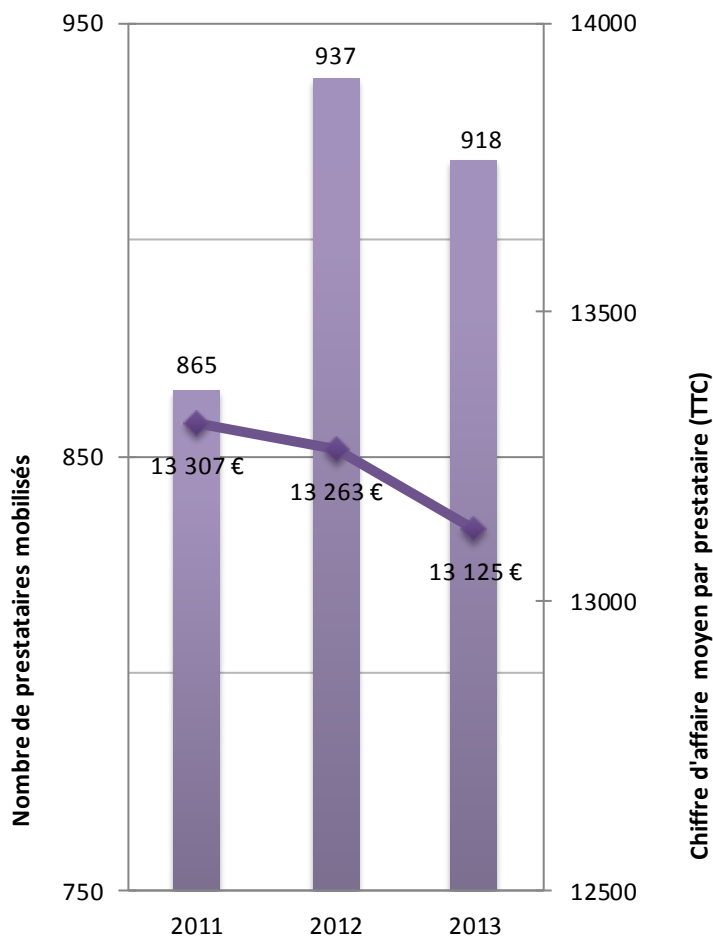


Les DLA ont commandé **3 299** ingénieries : comme en 2012, plus de 77% sont des **ingénieries individuelles** (2 561) et un peu plus de 22% sont des **ingénieries collectives** (738).

Le coût moyen par structure bénéficiaire est stable depuis 2007, il se situe autour de **2 450€**.

Le coût moyen d'une ingénierie individuelle se situe toujours autour de 3 750 €, celui d'une ingénierie collective est par contre en baisse en 2013 : il passe de 4 000 € à 3 400 €.

## 12. Les prestataires mobilisés

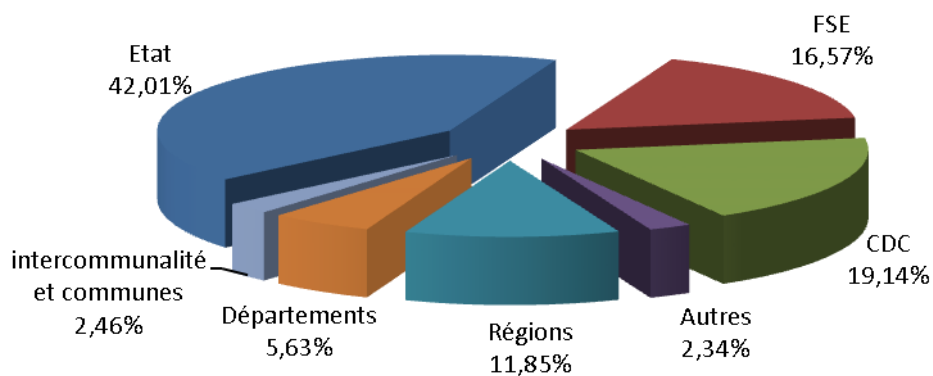


Les DLA ont fait appel à **918 prestataires** : ceux-ci sont notamment identifiés par les DLA à travers la base Enée, qui recense plus de 3 500 prestataires.

Leur chiffre d'affaire annuel moyen est stable et leur durée moyenne annuelle d'intervention est de 14 jours et demi.

## LE FINANCEMENT DES 106 DLA DEPARTEMENTAUX ET DES 19 DLA REGIONAUX (EX C2RA)

### 1. Part des financeurs dans le budget des DLA départementaux et régionaux, cofinancements inclus



	2012*	2013	évolution 2012-2013
Etat	11 003 250 €	10 845 781 €	-1,43%
FSE	4 191 725 €	4 278 152 €	2,06%
CDC	4 935 859 €	4 941 014 €	0,10%
Régions	2 642 388 €	3 058 190 €	15,74%
Départements	1 418 606 €	1 454 572 €	2,54%
Intercommunalité et communes	641 534 €	634 932 €	-1,03%
Autres	794 082 €	605 195 €	-23,79%
<b>Budget total</b>	<b>25 627 444 €</b>	<b>25 817 835 €</b>	0,74%
part de l'offre de service interne	11 093 261 €	11 542 203 €	4,05%
part du fonds d'ingénierie	14 681 934 €	14 275 631 €	-2,77%

\* Les montants 2012 des DLA Régionaux (ex C2RA) ont été actualisés en 2014

Les montants affichés sont les données enregistrées dans Enée, ils peuvent être légèrement différents du total des montants conventionnés.

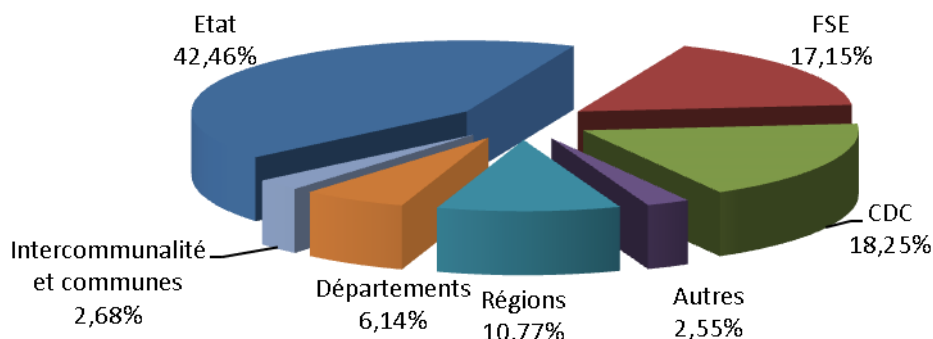


## 2. Budget annuel conventionné des 106 DLA Départementaux, cofinancements inclus



### 3. Partenariat financier des DLA départementaux

#### Partenariat financier des DLA Départementaux en 2013



2013	Offre de service interne	part dans budget total	Fonds d'ingénierie	part dans budget total	Budget total
Etat	5 055 661 €	21,33%	5 010 575 €	21,14%	10 066 236 €
FSE	361 376 €	1,52%	3 704 776 €	15,63%	4 066 152 €
CDC	2 596 797 €	10,95%	1 729 077 €	7,29%	4 325 874 €
Autres	105 594 €	0,45%	499 601 €	2,11%	605 195 €
Régions	1 000 866 €	4,22%	1 551 735 €	6,55%	2 552 600 €
Départements	585 559 €	2,47%	869 013 €	3,67%	1 454 572 €
Intercommunalité et communes	276 991 €	1,17%	357 941 €	1,51%	634 932 €
	<b>9 982 843 €</b>	<b>42,11%</b>	<b>13 722 717 €</b>	<b>57,89%</b>	<b>23 705 560 €</b>

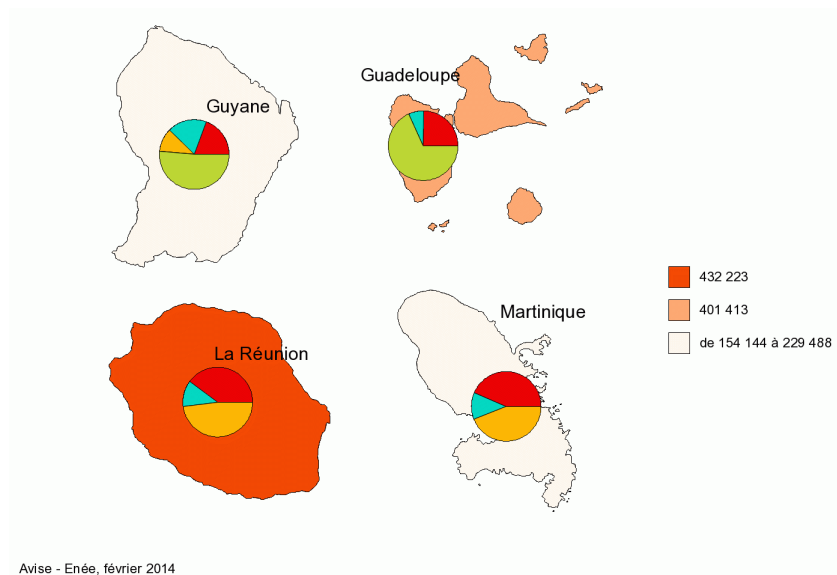
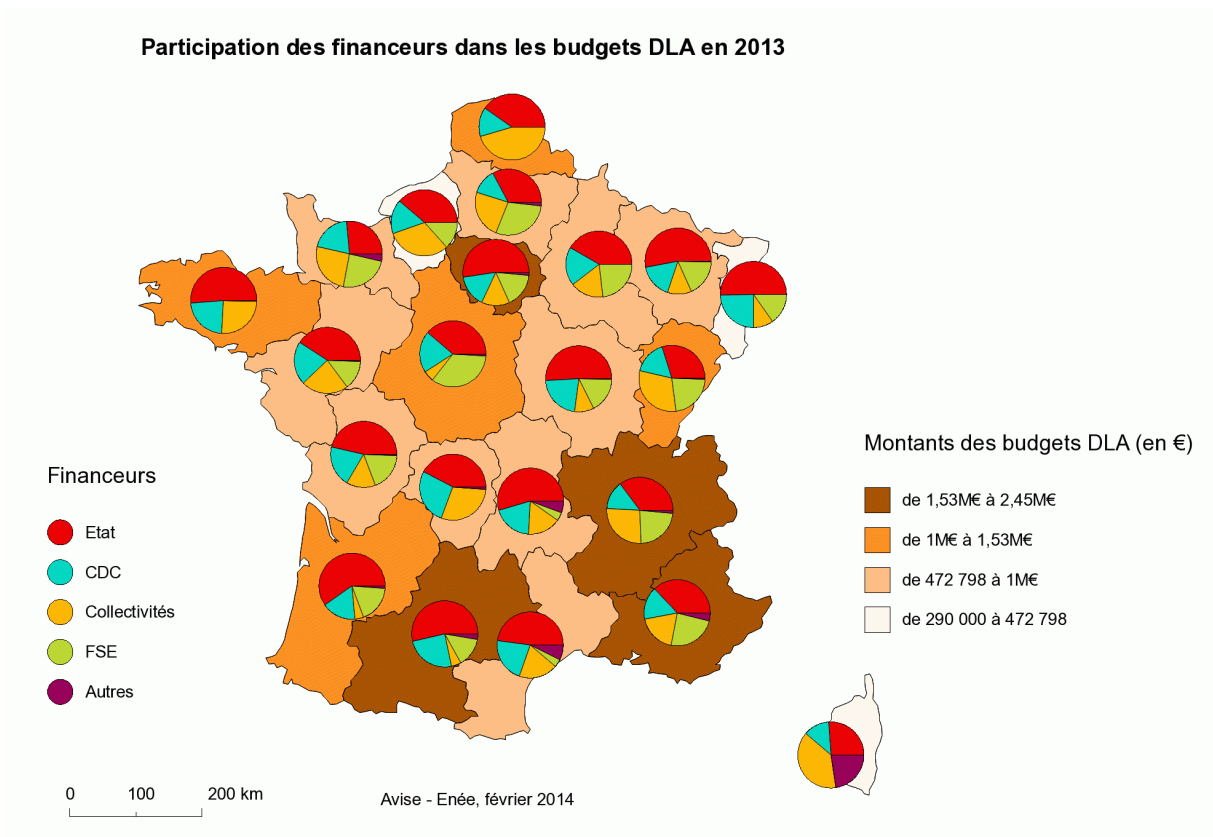
Les montants affichés sont les données enregistrées dans Enée, ils peuvent être légèrement différents du total des montants conventionnés.

Rapporté au nombre de DLA (106 en 2013), le budget global des DLA se maintient par rapport à 2012 (- 0,76%) et s'établit à **23,7 M€**.

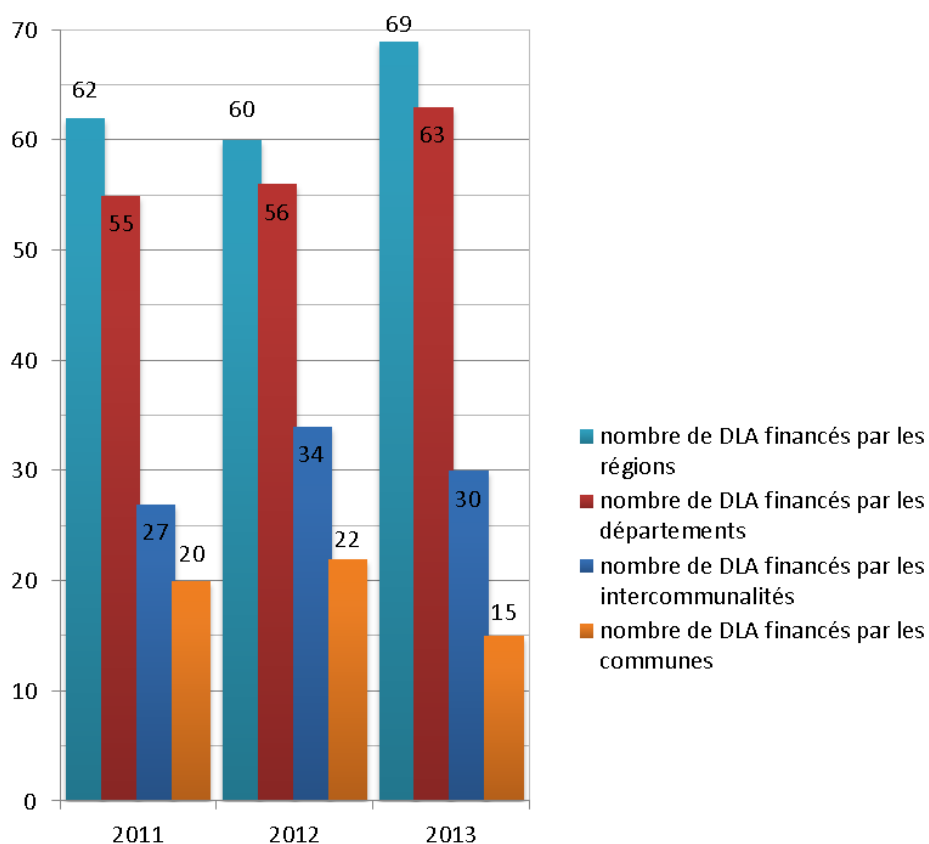
Le budget consacré à l'accueil, au diagnostic et au suivi des structures s'élève à **9,9 M€**.

Le fonds d'ingénierie s'élève à **13,7 M€**.

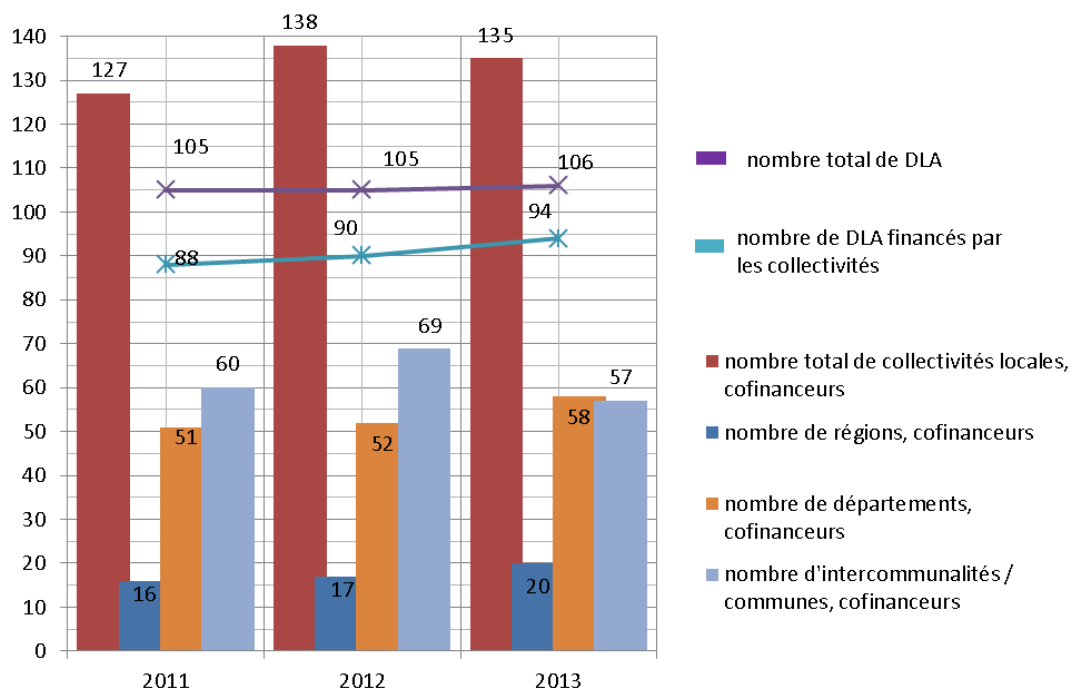
#### 4. Participation des financeurs dans les budgets des DLA départementaux



## 5. Les DLA départementaux cofinancés par les collectivités territoriales



### Les collectivités territoriales financeurs



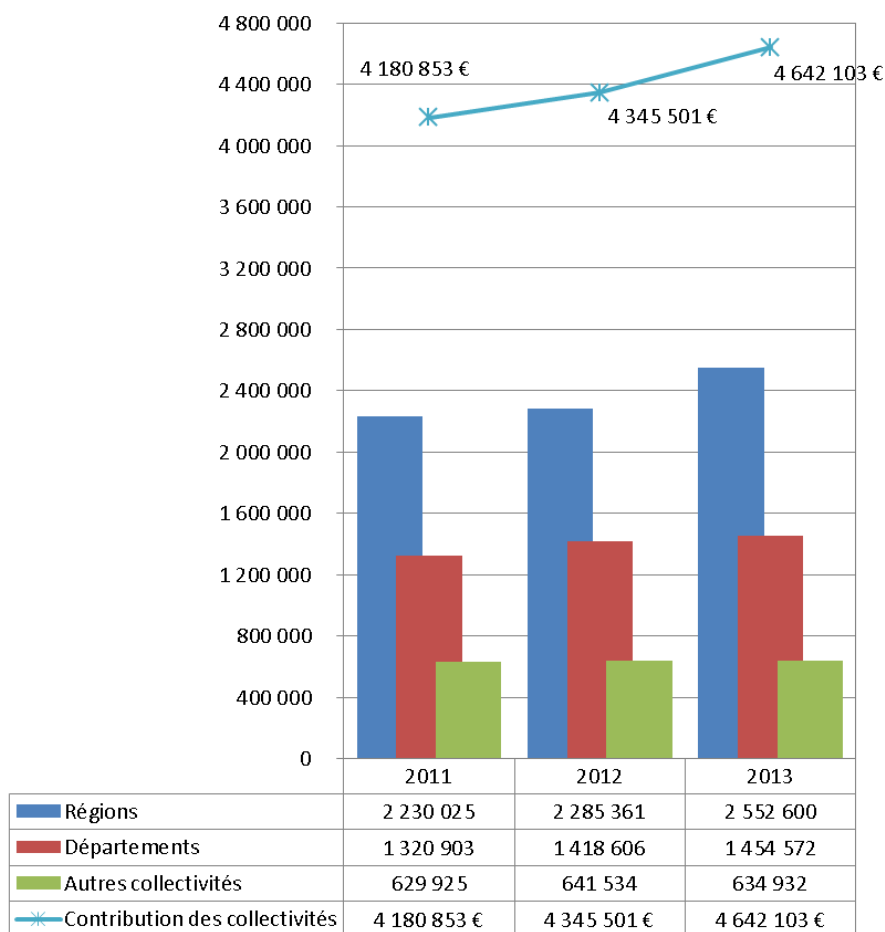
**En 2013, 89% des DLA départementaux sont financés par des collectivités territoriales**, ils étaient 86% en 2012, et 84% en 2011. Ce sont tout particulièrement les DLA financés par les régions et les départements qui augmentent tandis que ceux financés par de plus petites collectivités diminuent.

Le nombre de collectivités cofinanceurs du dispositif passe de 138 à 135, les tendances observées en 2012 se confirment : régions et départements progressent tandis que le nombre d'intercommunalités et de communes baisse (69 DLA financés par des régions contre pour 60 en 2012).

**Leur participation financière globale brute des collectivités est en nette progression : + 7%.**

## 6. Contribution des collectivités territoriales au budget des DLA départementaux

**Contribution des collectivités territoriales dans le budget des DLA**



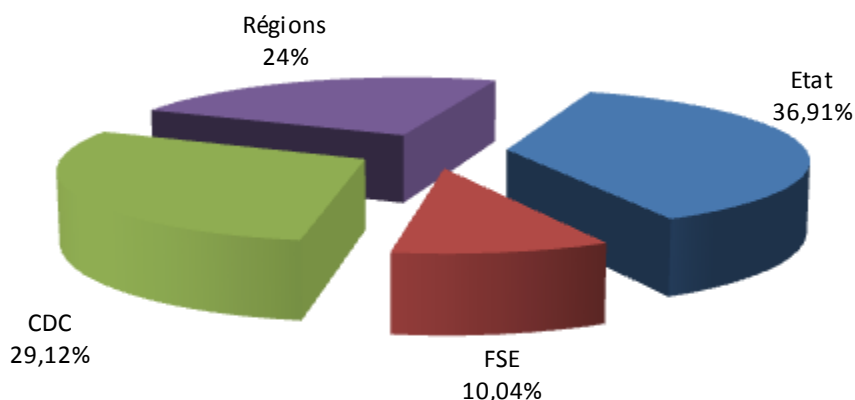
Par ailleurs, 25 nouvelles collectivités sont intervenues dans le dispositif :

- 2 nouveaux Conseils Régionaux (sur les 20 au total)
- 9 nouveaux Conseils Généraux (sur les 58 au total)
- 11 nouvelles Intercommunalités et 3 nouvelles communes (sur les 57 au total)

## 7. Partenariat financier des DLA Régionaux (ex - C2RA)

Le budget global des DLA régionaux (ex C2RA) a augmenté de 7,4% entre 2012 et 2013. C'est particulièrement le financement des Régions qui a augmenté, ainsi que le recours au FSE.

### Budget annuel des 19 DLA Régionaux



	2012 (19)*	2013 (19)
Etat	853 325 €	779 545 €
FSE	83 500 €	212 000 €
CDC	670 903 €	615 140 €
Régions	357 027 €	505 590 €
Autres	2 125 €	-
<b>Budget total</b>	<b>1 966 880 €</b>	<b>2 112 275 €</b>
part de l'offre de service interne	1 545 644 €	1 559 361 €
part du fonds d'ingénierie	421 237 €	552 914 €

\* Les montants 2012 ont été actualisés en 2014

Les montants affichés sont les données enregistrées dans Enée, ils peuvent être légèrement différents du total des montants conventionnés.

### LES MISSIONS DES DLA REGIONAUX :

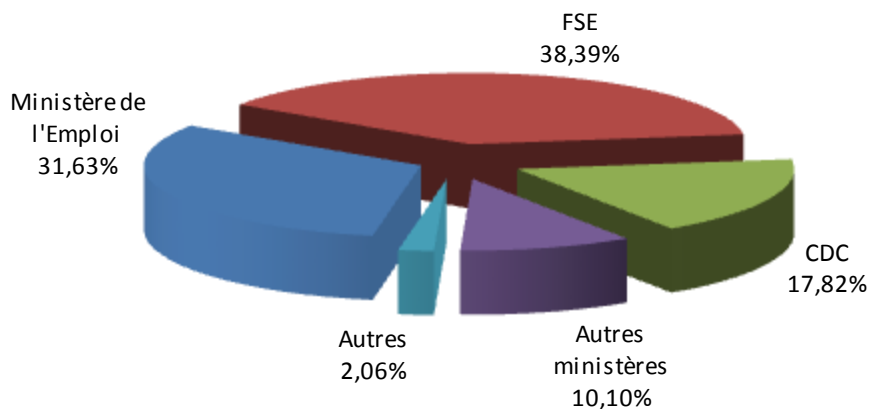
Les DLA Régionaux co-produisent avec les DLA départementaux des outils et des méthodes pour renforcer la qualité et la cohérence régionale des accompagnements de structures. Ils veillent à ce que ces productions soient partagées par l'ensemble des DLA de leur territoire.

Ils sont un lieu de ressources, d'information et d'échanges en appui des DLA. En favorisant le lien entre ces derniers et les réseaux associatifs, les collectivités locales et les institutions, ils contribuent au renforcement de politiques régionales d'appui aux activités d'utilité sociale.

En 2014, les nouvelles orientations stratégiques voient la mission d'accompagnement des DLA régionaux renforcée, pouvant prendre la forme d'accompagnements collectifs, d'accompagnement de structures régionales ou d'accompagnements sectoriels.

## 8. Partenariat financier des Centres de Ressources DLA (ex - CNAR)

### Budget annuel des 6 CR DLA



	2012	2013
Etat	540 000 €	579 500 €
FSE	645 706 €	703 425 €
CDC	304 000 €	326 500 €
Ministères sectoriels	185 000 €	185 000 €
Fonds privés/Autres	19 000 €	37 725 €
Fonds propres	-	-
<b>Budget total</b>	<b>1 693 706 €</b>	<b>1 832 150 €</b>

A noter :

- La ligne budgétaire finançant les CR DLA est distincte de celle du DLA, leur budget ne peut donc être cumulé avec celui des DLA départementaux et Régionaux
- Ce tableau ne fait pas apparaître le montant du fonds d'ingénierie de 150 k€ financé par la Caisse des Dépôts et dédié au déploiement de l'autodiagnostic économique et financier, Inserdiag, dispositif porté par les centres de ressources DLA IAE et Financement

### LES MISSIONS DES CENTRES DE RESSOURCES DLA :

Les **Centres de Ressources DLA** (CR DLA) sectoriels soutiennent les travaux des DLA départementaux et Régionaux dans l'accompagnement des structures et contribuent à la structuration des secteurs de l'économie sociale et solidaire.

Les CR DLA ont pour mission de :

- Mobiliser autour du DLA les têtes de réseaux et les acteurs du mouvement associatif,
- Apporter un appui-conseil et ressources aux DLA départementaux et Régionaux,
- Promouvoir et développer l'activité et l'emploi dans le secteur concerné,
- Contribuer à la coordination, l'évaluation et la capitalisation autour du dispositif.

Six **Centres de Ressources DLA** existent dans les secteurs de la culture, de l'environnement, du sport, du social/médico-social/santé et de l'insertion par l'activité économique, et dans le domaine du financement.

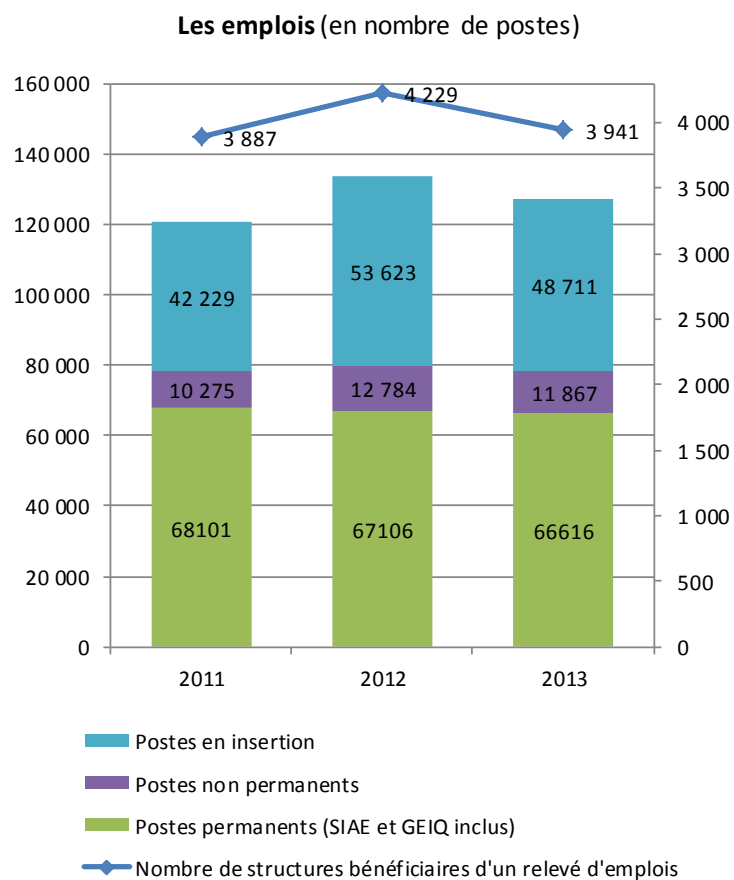
## ANNEXES

### 1. Introduction

Ces données présentent les différents types de contrats utilisés par les structures accompagnées par le DLA.

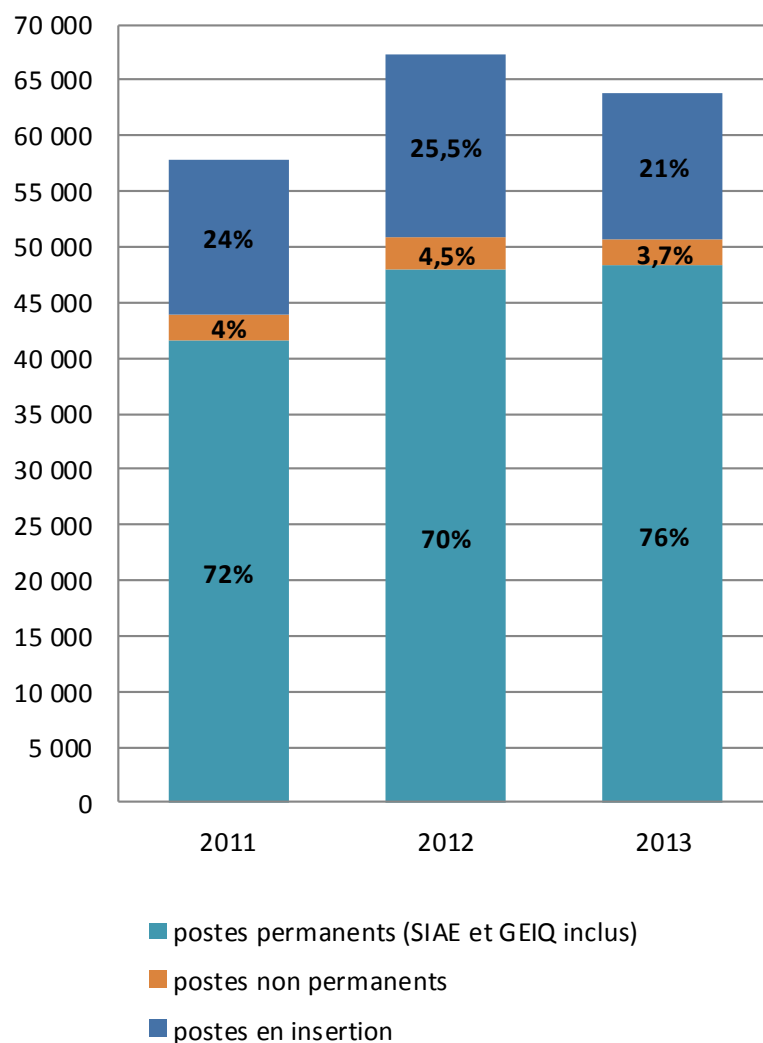
*A noter : les chiffres présents dans les synthèses « Emplois dans les structures bénéficiaires » ne sont consolidés que si la totalité des données détaillées sont renseignées, ils sont donc en deçà des chiffres emplois en général.*

### 2. Les types d'emplois





## Les emplois (en ETP)



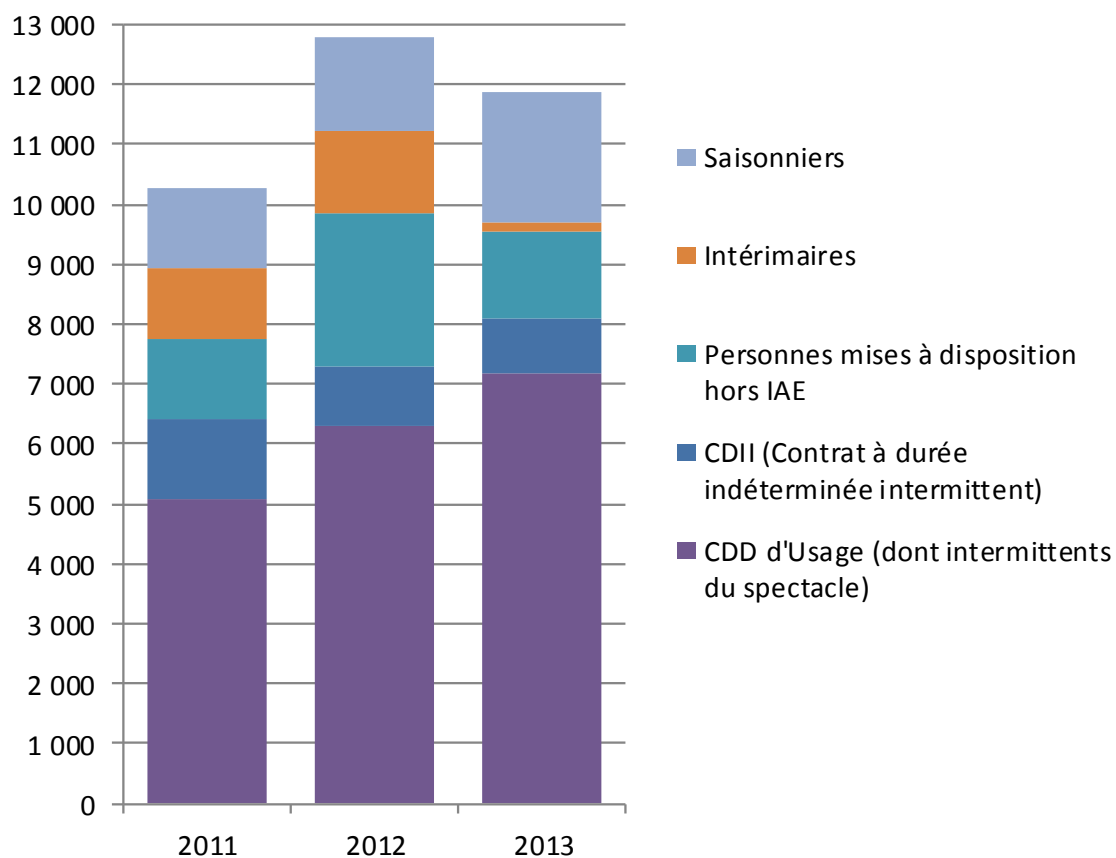
*Les postes permanents regroupent :*

- Les permanents en CDI et CDD (structures d'insertion par l'économie et Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification inclus)
- Les emplois aidés en CDI et CDD

*Les postes non permanents regroupent :*

- CDD d'Usage (dont intermittents du spectacle)
- CDII (CDI)
- Personnes mises à disposition hors IAE (CDI/CDD)
- Intérimaires (CDD)
- Saisonniers (CDD)

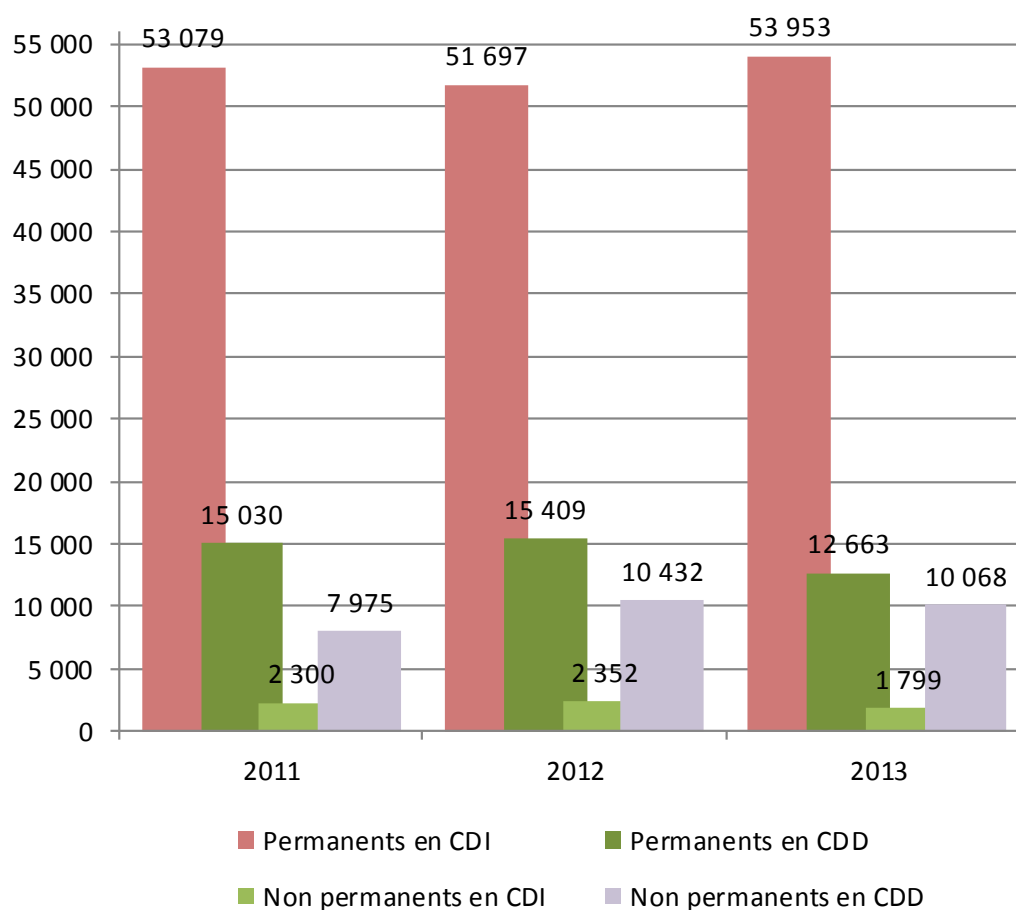
## Les postes non permanents (en nombre de postes)



Les postes non permanents	2011	2012	2013
<b>Nombre total de postes non permanents</b>	<b>10 275</b>	<b>12 784</b>	<b>11 867</b>
CDD d'Usage (dont intermittents du spectacle)	5 062	6 295	7 195
CDII (Contrat à durée indéterminée intermittent)	1 355	1 000	894
Personnes mises à disposition hors IAE	1 338	2 548	1 468
Intérimaires	1 167	1 401	161
Saisonniers	1 353	1 540	2 149

### 3. Les types de contrats

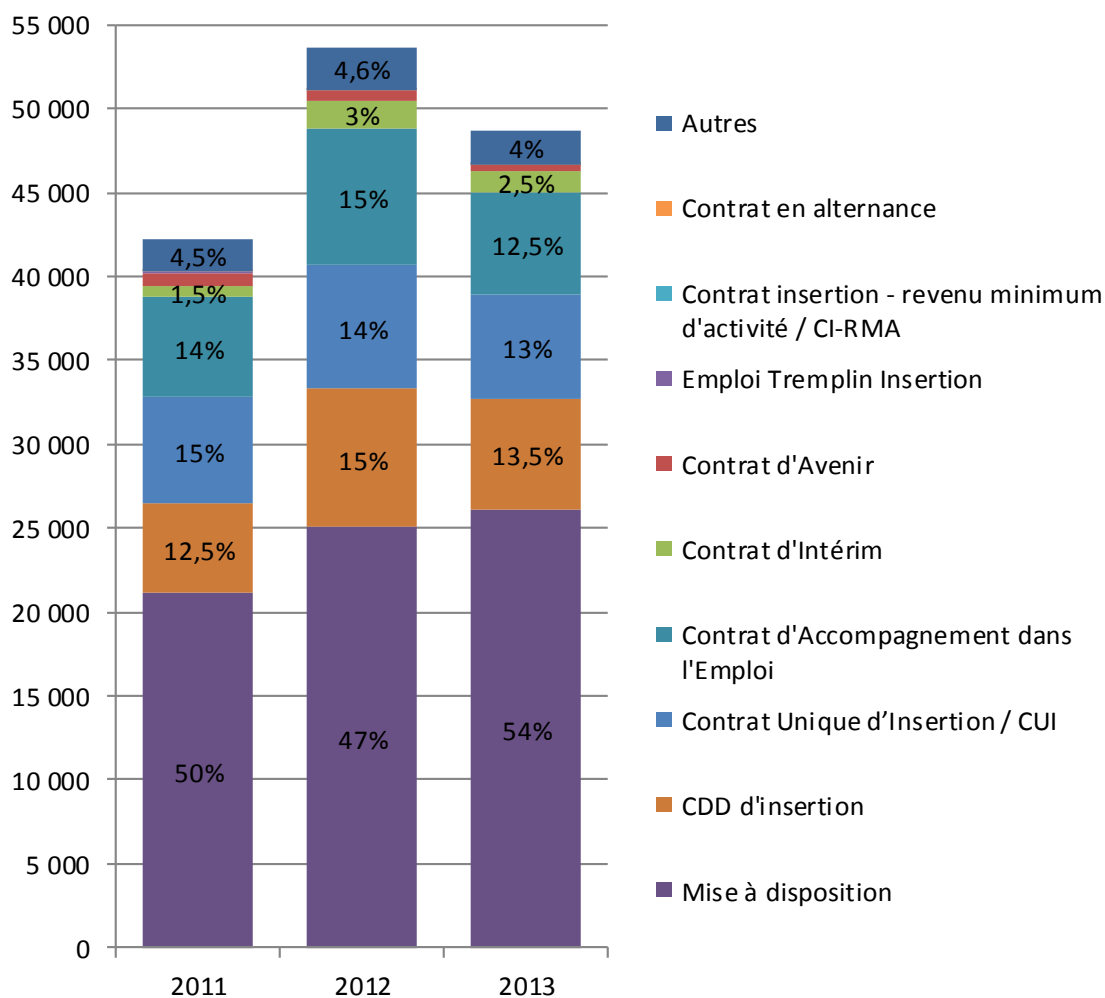
#### Répartition des postes permanents et non permanents en CDI et CDD (en nombre de postes)



Répartition des effectifs en CDI et CDD	2011	2012	2013
Nombre de structures bénéficiaires d'un relevé d'emplois	3 887	4 229	3 941
<b>Effectif total en nombre de postes</b>	<b>120 605</b>	<b>133 555</b>	<b>127 194</b>
CDI	55 543	54 169	55 810
CDD	65 062	79 386	71 484
<b>Permanents (SIAE et GEIQ inclus)</b>	<b>68 109</b>	<b>67 106</b>	<b>66 616</b>
Permanents en CDI	53 079	51 697	53 953
Permanents en CDD	15 030	15 409	12 663
<b>Total Non permanents</b>	<b>10 275</b>	<b>12 784</b>	<b>11 867</b>
Non permanents en CDI	2 300	2 352	1 799
Non permanents en CDD	7 975	10 432	10 068

#### 4. Zoom sur les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)

Les postes en insertion dans les SIAE (en nombre de postes)



Les postes en insertion dans les SIAE	2011	2012	2013
<b>Nombre total de Postes en insertion</b>	<b>42 229</b>	<b>53 623</b>	<b>48 711</b>
Mise à disposition	21 205	25 069	26 171
CDD d'insertion	5 240	8 213	6 514
Contrat Unique d'Insertion / CUI	6 337	7 381	6 251
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	5 973	8 135	6 053
Contrat d'Intérim	620	1 721	1 262
Contrat d'Avenir	866	565	381
Emploi Tremplin Insertion	25	62	52
Contrat insertion - revenu minimum d'activité / CI-RMA	28	0	7
Contrat en alternance	16	5	3
Autres	1 919	2 472	2 017

## 5. Les bénévoles

### Les bénévoles dans les structures

